AVANT-GARDE jeunesse

n°1 18 juin 1968

LA J.C.R. CONTINUE

Comme on pouvait s'y attendre, le pouvoir gaulliste a déclenché la répression contre les"groupes extrèmistes" dès les premiers signes de reflux.

"J'ai mis en pratique la maxime : patience et longueur de temps font plus que force ni que rage" explique Pompidou, qui ne doute de rien. Et il s'empresse d'ajouter : patience donc, mais fermeté, et de plus en plus de fermeté à la mesure de la patience que nous avons eue..."

Pour bien saisir la portéede ces propos, il faut comprendre ce qu'a représenté la crise de mai pour la bourgeoisie et son personnel politique.

La classe dominante a été profondément traumatisée par l'explosion révolutionnaire. Qu'on se souvienne de la grande frayeur des tenants d'autorité pendant la période de "contestation". Le patronat tremblait pour ses usines ; les hauts fonctionnaires craignaient pour leur pouvoir ; les privilègiés de tous genres sentaient le sol se dérober sous leurs pieds.

Tous ces potentats ont vécu le mouvement des masses comme une suite ininterrompue d'humiliations personnelles. Pendant des semaines ils ont du faire le dos rond, tandis que la canaille tenait le pays. Au cours de ces jours sombres ils ont accumulé rancunes et rancoeurs. Aujourd'hui ils entendent faire payer leurs nuits d'insomnies et leurs ulcères d'estomac.

La camarilla gaulliste a été peut-être plus traumatisée encore : le mouvement étudiant l'a couverte de ridicule aux yeux du monde entier. Vendredi 10 mai, alors que s'ouvraient à Paris, pompeusement baptisée capitale de la Paix, les négociations sur le Vietnam, le Quartier Latin se hérissait de barricades et la bataille durait jusqu'à sept heures. Toute la mythologie du régime : stabilité, continuité, toute puissance...etc, s'est éffondrée sous les coups de boutoirs des ouvriers et des étudiants. Le Général-Président s'est retrouvé tout nu. La "chienlit" se livrait à d'innombrables sacrilèges: le drapeau rouge était planté sur la chapelle de la Sorbonne ! On chantait l'Internationale sur la tombe du Soldat Inconnu ! On séquestrait des P.D.G. dans leurs bureaux ! On profanait les Trois Couleurs ! On voulait tout mettre sens dessus-dessous !

La clique gaulliste a été à deux doigts de perdre le pouvoir. Elle n'est pas prête à l'oublier. Elle sait aussi d'où est parti le mouvement. Longtemps elle fut contrainte à la "patience", par un rapport de forces défavorable. Aujourd'hui les choses ont changé, l'heure est à la"force et à la rage".

Le pouvoir gaulliste va mettre à profit la période de réaction qui vient de s'ouvrir pour décapiter les organisations d'avant-garde. Rien ne sert de ramper. Ils sont bien naïfs ceux qui s'imaginent qu'en se"conformant à la législation en vigueur", ils pourraient amadouer le pouvoir. Déja ils avaient dénoncé l'action directe des étudiants, les heurts avec les forces de l'ordre, les barricades...

ça ne les a pas empêchés d'être dissous comme tout le monde. De même ce n'est pas en déclarant qu'ils ne sont pas les "Che Guevara du quartier latin"et en promettant de ne pas "faire de provocations" qu'ils détourneront de leur tête les foudres de la répression. La bourgeoisie n'a que faire de ces promesses et de ces professions de foi. La situation lui permet de frapper ceux qui se réclament de la révolution socialiste : elle le fera en dépit de leur attitude timorée.

A l'heure où le Parti communiste se déclare partisan de l'ordre, à l'heure où la CGT brise la grève générale, à l'heure ou les "organisations représentatives" du nouvement ouvrier apparaissent comme des "interlocuteurs responsables", le gouvernement gaulliste n'a nullement intérêt à laisser se développer sur leur gauche des groupes d'avant-garde dont l'éfficacité n'est plus à démontrer et dont l'audience va grandissant.

Contre la répression qui s'abat il n'est qu'une seule parade : développer un large mouvement de protestation, poursuivre et amplifier l'action de masse.

Telle est la voie que nous avons choisie. Les Comités d'Action interviendront dans la campagne électorale, pour dénoncer la farce de la démocratie bourgeoise. Ils feront le bilan des journées de mai. Ils accentueront leur travail d'implantation et d'organisation sur les quartiers et les entreprises. Ils appu ieront la campagne de protestation contre la répression qui frappe les militants révolutionnaires.

Le régime va vers de nouvelles crises sociales. Sa période dorée est désormais derrière lui. Les perquisitions, les emprisonnements n'empêcheront pas sa chute prochaine.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

A PROPOS DES ELECTIONS

Il n'a jamais été question pour nous de confondre lutte extra-parlementaire et lutte anti-parlementaire. Nous pensons que les premières ouvrent réellement la voie au renversement de la bourgeoisie par l'apparition d'un contre-pouvoir ouvrier né de la rue et antagonique au pouvoir bourgeois ; mais nous savons aussi que les marxistes ont toujours utilisé le parlement et les campagnes électorales comme un tambour et une tribune pour faire connaître leurs idées et leur programme.

Lors des dernières élections législatives, nous avions appelé à voter PC dès le premier tour, estimant que la classe ouvrière se reconnaissait encore en lui, et qu'un vote de classe, s'il débouche sur un succès électoral, est un stimulant à la lutte, alors qu'un recul électoral est démoralisateur. Nous sommes donc partisan de l'utilisagion du parlement comme d'une tribune.

Mais les élections d'aujourd'hui, celles du 23 et du 30 juin, ne sont pas des élections banales, rythmant tous les quatre ans le souffle sénile de la démocratie bourgeoise. Ces élections là sont la manoeuvre réactionnaire, que l'Etat fort

avec la complicité du PC et de la CGT, a mis en place pour escamoter un mois de luttes directes. Ces élections sont la carotte tendue au mouvement de masse pour lui faire regagner le lit illusoire de la légalité parlementaire. Ces élections constituent la trahison sans alibi des directions ouvrières pressées de troquer les clameurs de la rue pour le chuchotement des isoloirs républicains.

Ces élections ont donc pour but de briser la lutte, de briser le mouvement pour en appeler au jugement de la majorité. Mais quelle majorité ? Cent mille ouvriers concentrés dans une banlieue seront représentés par un député alors qu'un CRS, une bonne soeur, un P.D.G et une comtesse déchue rassemblés dans un beau quartier auront aussi droit à un député. Quelle majorité ? Les milliers de jeunes, lycéens, étudiants, travailleurs qui étaient en première ligne sur les barricades, qui étaient les premiers en grève, n'ont pas accès aux urnes ; le dimanche électoral leur donnera juste l'occasion de panser leurs blessures en écoutant la radio. Quelle majorité ?

Par la magie du bulletin de vote une poignée de magistrats, de flics et de curés pèsent autant que dix millions de grévistes !

Nous refusons aujourd'hui d'entretenir ces illusions, de cautionner cette opération, de ravaler la lutte des classes au rang d'une "loyale compétition électorale". Dans la rue, par la grève et sur les barricades, des millions de travailleurs et d'étudiants ont déja voté pour le renversement de la société capitaliste. Aujourd'hui les bourgeois et les bureaucrates répondent à l'unisson : "ça ne compte pas, la volonté populaire doit passer par le tamis des urnes".

Nous refusons cette porte étroite. Ils parleront d'alliés objectifs du pouvoir, de faire le jeu du gaullisme ; ils avanceront encore d'autres protestations responsables, sérieuses et pesées. Mais trève de démagogie : ceux qui ont fait le jeu des gaullistes, ce sont ceux qui ont refusé le pouvoir qui leur était tendu à bout de bras par les dix millions de grévistes. Les alliés objectifs du pouvoir, ce sont ceux qui se sont détournés des usines occupées, des facultés couvertes de drapeaux rouges, ceux en un mot qui se sont détournés du pouvoir ouvrier et de sa légalité nouvelle pour retourner se prosterner aux pieds de la légalité bourgeoise.

Ces élections sont une trahison, notre devoir est d'utiliser la campagne électorale pour l'expliquer et le démontrer par une campagne politique.

Car la trahison à laquelle se livre aujourd'hui le PC n'est pas un accident de parcours. Elle a sa logique : celle des voies parlementaires. Il s'agit de réunir "le peuple" contre la"féodalité" des monopoles. Il s'agit de rassembler tous les petits (commerçants, paysans,...et actionnaires) contre les gros. Il s'agit de rétablir par des voies électorales la démocratie pour l'épurer progressivement de ses éléments non démocratiques : le socialisme n'est que le couronnement d'une démocratie épurée. Voilà comment le Parti communiste abandonne les concepts scientifiques du marxisme pour un vague verbiage démocratique.

Le parlement de la démocratie bourgeoise à son apogée(IIIe République) est le forum, le lieu où viennent se discuter les intérêts diversifiés des multiples couches de la bourgeoisie.
Au parlement, la bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses

représentants essaie alors de déterminer son intérêt suprême de classe par delà les intérêts spécifiques des bouilleurs de crus, des armateurs, des maîtres de forge et des diamantaires.

Mais aujourd'hui, s'il est vrai que nous en sommes à l'ère du capitalisme monopoliste d'état, le parlement ne joue plus ce rôle. La bourgeoisie française est engagée dans une compétition internationale serrée. Elle ne peut se permettre de fausses notes, de pertes de temps ; elle ne peut se laisser dévier de sa route par des groupes de pression archaïques. L'intérêt de la grande bourgeoisie industrielle est aujourd'hui hégémonique et c'est en fonction de cet intérêt que les choix doivent être faits. C'est pourquoi les décisions importantes échappent aux rouages grippés du parlement. Le gaullisme a gouverné à coups de commission Grégoire, d'ordonnances et de pleins pouvoirs. Le pouvoir s'est déplacé du parlement vers les coulisses. Ceux qui convoitent le parlement ne convoitent que l'ombre du pouvoir.

Mais là ne s'arrètent pas les"illusions parlementaires" du PC. Dans "la Marche de la France vers le Socialisme", ses plus brillants représentants affirment vouloir prendre le pouvoir par une majorité parlementaire et gouverner après la prise du pouvoir par le moyen du parlement, afin que la bourgeoisie ne puisse contester une légalité qu'elle a elle-même mise en place. C'est de la débilité mentale ou du Georges Clémenceau ressucé. Il n'y a pas continuité harmonieuse entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolététarienne, qui ne serait que la première épurée. Entre les deux, il y a l'Etat bourgeois qui ne s'investit pas de l'intérieur. Certains pour l'avoir cru y ont laissé plus que des plumes. Aïdit, secrétaire général du PC indonésien croyait voir dans l'Etat "un côté pour le peuple" et "un côté contre le peuple". Pour lui la révolution consistait à fortifier "le côté pour le peuple" jusqu'à ce qu'il soit en mesure de dévorer le "côté contre le peuple". Malheureusement cet état bicéphale, lointaine caricature des thèses sur le double pouvoir s'est révélé être un état de classe particulièrement éfficace et monolithique pour écraser le prolétariat indonésien. On ne joue pas impunément avec la nature de l'Etat : un demi million de morts, c'est un bilan qui doit servir de leçon.

L'Etat n'est pas neutre, il n'est pas vrai que sa fonction politique dépérit au profit de sa fonction technique. L'Etat reste, et il l'a prouvé en mai, l'instrument d'une classe, son appareil administratif et judiciaire. L'Etat bourgeois reste l'instrument de répression policière qui doit être détruit et non investi. La seule alternative à l'Etat bourgeois c'est le contre-pouvoir des travailleurs né de l'usine et de la rue.

Mai 1968, ce n'est que le premier assaut, qu'une répétition générale. Parce que nous en sommes convaincus, nous prenons le risque d'être incompris de certains, de la masse peut-être,pour éduquer l'avant-garde qui s'est trompée dans la lutte. Il importe de détruire les illusions et de répondre aux élections sur le terrain des principes. Pour nous il n'est pas question de rentrer dans le jeu de la séparation des pouvoirs. La CGT considère les élections comme "l'occasion de compléter en tant que citoyen l'action engagée en tant que salariés". Nous ne voulons pas d'un socialisme dont la charte serait "les droits du salarié et du citoyen" ; nous ne voulons pas du mur artificiel que l'on dresse entre

la lutte économique et la lutte politique ; nous ne voulons pas que le gouvernement avec la complicité de la CGT fasse au prolétariat le coup des Curiaces : le battre séparément en tant que salarié d'abord, en tant que citoyen ensuite.

Parce que nous pensons qu'en mai, par les occupations d'usines, luttes revendicatives et luttes politiques étaient unies dans une même foulée, parce que le point de mire de cette lutte était le renversement du pouvoir bourgeois, ces élections sont une trahison historique. Et parce que nous avons de nouvelles luttes à préparer, il importe de le dire : le but n'est pas de saboter les élections mais d'utiliser la campagne électorale pour développer l'explication propagandiste.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA SORBONNE REDEVIENT UNE CASERNE DE CRS

La Sorbonne a été réinvestie par la police au profit d'évènements confus. Quels que soient la trame et le détail de l'opération elle vise de toute évidence deux objectifs :

I) Ramener l'ordre dans les locaux universitaires et faire la preuve avant les élections que grâce à la fermeté gaulliste l'ordre bourgeois est revenu, y compris dans les universités. Si le gouvernement parvient à organiser quelque caricature d'examens avant le I4 juillet il se sera acquité de sa tâche. Les apparences seront sauves.

2) Les conditions dans lesquelles la Sorbonne a été réoccupée sentent à plein nez la provocation policière. Comme premier motif un coup de couteau douteux et problématique que l'Hotel Dieu se refuse à confirmer. De là à penser qu'il s'agit d'un prétexte... Ensuite la police prend son temps pour permettre aux étudiants de donner l'alerte et de se rassembler. Enfin, alors que l'évacuation s'est passée dans le calme et que les rassemblements sur le Boul'Mich ne sont que des assemblages hétérogènes d'étudiants et de badauts perplexes, la police charge sans somation et déclenche des manifestations d'auto-défense légitimes. De là à penser qu'il s'agit de nouvelles provocations destinées à donner de nouveaux motifs à la répression...

Quel que soit le cas ce n'est pas nous qui nous étonnerons des pratiques de la police. Elles sont dans la logique du régime et du système. En considérant la lutte politique comme une joute oratoire de gens sérieux, le PC voulait faire oublier que la lutte des classes est un conflit permanent, même si elle connaît des acalmies, que les périodes de légalité doivent être considérées dans les organisations d'avant-garde comme exceptionnelles et éphémères. Quant à nous nous dénonçons la provocation probable de la police et nous nous déclarons solidaires des manifestants qui ont justement riposté à la police en se défendant.